

Des restaurateurs wallons s'opposent au Covid Safe Ticket devant le Parlement à Namur

Une petite centaine de personnes étaient rassemblées ce jeudi en début d'après-midi devant le Parlement wallon à Namur, à l'initiative du collectif Wallonie Horeca. Elles dénoncent l'imposition du Covid Safe Ticket (CST) dans les établissements horeca wallons. Le Parlement devait voter dans l'après-midi le cadre législatif en vue de mettre en pratique ce pass sanitaire.

«Nous menons ici un mouvement pacifique. L'idée est d'interpeller les députés wallons sur notre situation et leur faire comprendre qu'il existe d'autres solutions (que le CST)», explique Maxence Van Crombrugge, responsable du collectif. Ces autres solutions passent, selon lui, par la possibilité de laisser à chaque restaurateur le choix d'opter pour le système du CST ou pour la procédure en vigueur jusqu'ici, avec port du masque pour le client quand il n'est pas à table, gestes barrières, distanciation sociale et ventilation. «Nous ne sommes pas devenus restaurateurs pour dire aux gens de rester dehors. Nous sommes contre le fait de discriminer une partie de la population», poursuit M. Van Crombrugge.

Certains responsables politiques brandissent le CST comme seule possibilité pour éviter la fermeture. Mais l'application de ce pass n'offre aucune garantie que les cafés ou restaurants resteront bien ouverts si le nombre d'infections flambe à nouveau, ajoute-t-il.

«Il n'y a pas une seule réponse au problème», a reconnu la députée MR Diana Nikolic, venue à la rencontre des restaurateurs. «J'ai encore beaucoup de questions. La Région va être habilitée à prendre des mesures pour faire face à la crise. Il faudra maintenant assurer le suivi de ces mesures.»

La fédération wallonne de l'horeca affirme soutenir les revendications du collectif Wallonie Horeca. «J'ai fait remonter les sensibilités du collectif auprès du ministre-président wallon», affirme Thierry Neyens, président de la Fédération Horeca Wallonie. «Nous refusons de faire peser la responsabilité du contrôle des clients sur le patron d'établissement. Nous avons autre chose à faire que d'être policiers.

Nous privilégions un modèle à l'italienne qui fait porter la responsabilité au client.»

«Le Covid Safe Ticket est une injustice qui risque de discriminer les non-vaccinés», commentent deux manifestantes.

«Ceux qui ont fait le Covid devraient être exempts de pass sanitaire, sans limite de jours. Une simple prise de sang peut révéler si on dispose encore d'une immunité, parfois même plus de six mois après la maladie.»

Belga

Belga

Copyright © 2021 Sud Presse. Tous droits réservés